



**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 26 FEVRIER 2025**

Affaire n°2025-014

MISE EN PLACE DU « BONUS ATTRACTIVITE » POUR LE PERSONNEL DE LA PETITE ENFANCE

L'an deux mille vingt-cinq, **le vingt-six février**, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Bras-Panon, sur une convocation régulière, s'est réuni en session ordinaire en la salle habituelle de ses séances sous la présidence de M. Jeannick ATCHAPA, Maire de Bras-Panon en vertu de l'article L2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

ETAIENT PRESENTS :

M. le Maire, Jeannick ATCHAPA – Mme Nina ROGER, 2^{ème} Adjointe – M. Mario EDMOND, 3^{ème} Adjoint – Mme Marie-Suzie CELEMANI, 4^{ème} Adjointe – M. Charles-André MAILLOT, 5^{ème} Adjoint – M. Anselme ANNIBAL, 7^{ème} Adjoint – Mme Marie-Andrée DAMOUR, 8^{ème} Adjointe – Mme Nadège BLAS, 9^{ème} Adjointe – M. Bertrand PICARD – Mme Anne CANAGUY – M. Jean Eric ROUGET – Mme Annie-Claude VIRAYE – M. Jean-Bernard LATCHIMY – M. Antoine CAPELOTAR – M. Frédéric STAINCQ – Mme Florence BOYER – Mme Natacha ARASTE – Mme Carole SIN-LEE-SOU – M. Bruno BERBY – M. Gilles JEANSON – Mme Marie-Line REOUTE

ETAIENT REPRESENTES :

M. Thierry HENRIETTE, 1^{er} Adjoint par M. Frédéric STAINCQ
Mme Clémentine IGOUFE, 6^{ème} Adjointe par M. Charles-André MAILLOT, 5^{ème} Adjoint
Mme Lorraine MERGY par Mme Florence BOYER
Mme Nathalie SEYCHELLES par M. le Maire, Jeannick ATCHAPA
M. Damien LESTE par M. Jean Eric ROUGET

ETAIENT ABSENTS/EXCUSES :

M. Daniel GONTHIER
M. François PERERA
Mme Marie-France ROUGET
M. Jean-Roland RUFFIER
Mme Flavie ANNETTE
M. Jean-Michel DUFOUR
Mme Gaëlle RAMPIERE

Le Conseil Municipal désigne M. Mario EDMOND en qualité de secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Le Maire prononce l'ouverture de la séance.



Séance du 26 février 2025

Affaire n°2025 – 014

MISE EN PLACE DU « BONUS ATTRACTIVITE » POUR LE PERSONNEL DE LA PETITE ENFANCE

Le secteur de l'accueil collectif de la petite enfance est marqué depuis quelques années par un déficit d'attractivité des métiers, ce qui engendre des difficultés de recrutement. Cela conduit dans certains secteurs à des phénomènes de tensions sur le fonctionnement dans les crèches collectives. A terme, ce sont le niveau de l'offre pour les familles et la qualité de l'accueil des enfants qui s'en trouvent fragilisés.

Pour lutter contre ces difficultés et afin de dynamiser la filière, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CAF) a souhaité mettre en place un « bonus attractivité » destiné aux partenaires gestionnaires de crèches et donc également aux agents en poste.

Le montant de ce bonus se calcule de la manière suivante : 475 € par place et par nombre de places agréées par Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants. Il est versé directement à la collectivité qui exploite les établissements.

Les CAF versent à compter de 2024 un bonus « attractivité » aux partenaires gestionnaires des crèches financées par la PSU qui revalorisent le niveau des rémunérations dans le cadre des conventions collectives nationales dans le secteur privé et du régime indemnitaire pour les collectivités territoriales.

En contrepartie de cette aide, la collectivité s'engage à mettre en œuvre une augmentation pérenne de 100 € nets mensuels minimum pour l'ensemble des professionnels, titulaires, stagiaires et contractuels, intervenant auprès des enfants ou occupant des fonctions de direction d'accueil de jeunes enfants. Cette revalorisation salariale doit porter sur l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (IFSE) du régime indemnitaire, tenant compte des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents de la collectivité qui y sont éligibles.

La commission SPORT, CULTURE, ANIMATION ET ENFANCE JEUNESSE, réunie le 27 janvier 2025, et la commission FINANCES/AFFAIRES GENERALES, réunie le 28 janvier 2025, ont émis un avis favorable à cette affaire.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **M'autorise à mettre en œuvre le bonus attractivité CAF, selon les critères d'éligibilité et les modalités de versement, aux agents de la petite enfance travaillant dans l'Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants, exploité par la Commune de Bras-Panon, et à revaloriser les montants individuels d'IFSE d'un montant de 100 € nets, montant proratisé en fonction du temps de travail hebdomadaire ;**
- **Décide également de m'autoriser à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;**
- **Précise que ces montants sont inscrits au chapitre 012 du budget général de la Ville.**

Le Maire,



Jeannick ATCHAPA



Le secrétaire de séance,



Mario EDMOND